Séance publique du 9 juillet 2002

Délibération n° 2002-0694

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Mise à la décharge des déchets de la Communauté urbaine - Avenant n° 1 au marché souscrit avec la société Nicollin pour l'année 2002**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de l'eau

Le Conseil,

Vu le rapport du 19 juin 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de l'eau communique au Conseil un dossier relatif à la passation d'un avenant n° 1 au marché conclu après appel d'offres ouvert avec la société Nicollin pour la mise en décharge des déchets provenant des installations d'assainissement.

Les stations d'épuration et de relèvement d'eaux usées et pluviales génèrent divers déchets et sous-produits qu'il est nécessaire d'enlever sur chacun des sites et de transporter vers des unités de traitement diverses.

A la suite de la délibération en date du 23 juillet 2001, deux marchés à bons de commande pour la mise à la décharge des déchets ont été conclus par voie d'appel d'offres ouvert avec les sociétés Mos et Nicollin pour l'année 2002 avec possibilité de reconduction expresse pour les années 2003 et 2004.

Le montant annuel de chaque marché est d'un minimum de 190 000 € HT et d'un maximum de 760 000 € HT. Ces montants ont été estimés sur la base d'un fonctionnement normal des différentes installations, de la nature et des quantités de déchets produites par celles-ci.

Le 2 décembre 2000, un sinistre est intervenu sur l'incinérateur de boues de la station située à Pierre Bénite interrompant toute incinération depuis cette date. Une expertise judiciaire est en cours pour en déterminer les causes et responsabilités. Sa complexité est telle que les travaux de réparation sont lancés au fur et à mesure de leur autorisation par l'expert judiciaire ce qui a conduit à reporter de nombreuses fois la date de remise en service initialement envisagée en avril 2001.

A ce jour, en conséquence de l'expertise judiciaire, l'incinérateur n'est toujours pas opérationnel et son redémarrage est prévu pour le mois de juillet 2002. Cette hypothèse n'était pas prévisible lors du lancement de la procédure concernant les deux marchés en cours de validité.

Le traitement des eaux usées se poursuit et génère de gros volumes de boues qu'il faut évacuer vers d'autres sites dans la limite des capacités liées aux autorisations préfectorales et en fonction des aléas techniques propres à chacun des sites.

De ce fait et, compte tenu des conditions d'acceptation des différents sites, définies par autorisations préfectorales et de la saturation prévue du marché conclu avec la société Mos, il faut prévoir de porter, pour l'année 2002, le montant maximum des prestations de la société Nicollin à 1 600 000 € HT.

La reconduction expresse pour l'année 2003 se ferait sur la base des montants mini-maxi initiaux.

Les dépenses supplémentaires de traitement des boues, liées au sinistre du 2 décembre 2000, sont intégrées dans l'évaluation globale du coût du sinistre par l'expert judiciaire. La répartition de ces dépenses sera proportionnelle aux responsabilités de chacune des parties. La Communauté urbaine avance la totalité de ces dépenses pour lesquelles son assurance lui verse des provisions.

La commission permanente d'appel d'offres a émis un avis favorable et motivé le 14 juin 2002 quant à la passation d'un avenant au marché ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 23 juillet 2001 et celle n° 2001-0009 en date du 18 mai 2001 ;

Vu le marché n° 020020 L conclu avec la société Nicollin le 28 décembre 2001 ;

Vu l'avis favorable et motivé de la commission permanente d'appel d'offres en date du 14 juin 2002 ;

Ouï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Accepte l'avenant n° 1 au marché n° 020020 L conclu avec la société Nicollin, pour la mise à la décharge de déchets de la Communauté urbaine, en vue de porter le montant annuel maximum du marché de 760 000 € HT à 1 600 000 € HT pour l'année 2002.

2° - Autorise monsieur le président à signer cet avenant.

3° - La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercice 2002 - budget annexe de l'assainissement - compte 615 210 de la section d'exploitation - fonction 2 222.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,